

de et faire cuire
un couteau, le
servir avec sauce

IEL

ajouter ½ tasse
de

le pillage des
u fil de fer, on
apparemment
chargement et
port canadien,
beaucoup de
n, à Londres
sur un même

utilité du fil de
ité du Port de
vingt ans qu'il
ins qu'un seul

de fer pour les

quelques lignes
e au Canada à
les encerclant

é faite à cette
oire pour tout
ée en certains
ien ne pouvait
sait aux expor-

le cette innova-
service qu'elle
it le moyen de
ns plus avanta-
longue de ceux
e.

ysostome

le Québec

e Chateauguay,
de trouver des
ovince.

sse, anxieux de
se fait la vente
ontréal, se sont
nnait le rouage
à M. N. April,
avait été confiée
de la délégation
ome, M. Emile
igras, secrétaire,
que de St-Chry-

aussi les arrêts
s convaincu que
ements dont on
ies abattoirs, les
ôts de la Coopé-
ux visités.

St-Chrysostome
la Coopérative
n avaient-ils été
quelques démons-
ssés au fonction-
me la Fédération,
le la vente de la

Coopérative, M.
nde, donna une
ltiples opérations
s.

Le cercle agricole de St-Chrysostome

(Suite de la page 786)

Un point qui intéressa beaucoup les cultivateurs fut celui de la grande place que l'on donne ici à la classification. Son importance ne leur échappa nullement, à preuve cette remarque qui nous fut faite par plusieurs: "C'est bien là l'unique moyen de nous encourager à améliorer la qualité de nos produits. Comment voulez-vous que nous faisons des efforts et des dépenses pour mieux produire, si nous ne sommes pas plus payés que ceux qui produisent mal?"

Des excursions de ce genre rendent de grands services, non seulement à ceux qui y prennent part, mais encore aux organisations qui travaillent à l'amélioration des conditions de vente sur nos grands marchés. Ceux qui les organisent méritent nos félicitations et notre encouragement.

Prenons note

Le Progrès du Saguenay a publié l'autre jour, en premier article, une importante communication du secrétaire du cercle local de l'U.C.C., à Péribonka.

Le ton général en est conciliant. Nous ne récriminerons pas sur certaines assertions qui mériteraient une mise au point. Le temps de l'union nécessaire de toutes les bonnes volontés est arrivé. Prenons note des bonnes intentions, en attendant qu'elles se concrétisent dans des actes.

Nous nous permettrons de détacher de cet article quelques phrases qui nous intéressent particulièrement et qui laissent pressentir une nouvelle et heureuse directive de l'autorité compétente:

"C'est la terre qui fait vivre tout le monde, grâce aux bras des cultivateurs. Il faut que l'agriculture paye de plus en plus.

"L'objectif désiré n'est pas atteint.

"Il y aurait bien la fondation d'un syndicat coopératif selon les statuts de l'U.C.C., mais il faut comprendre que là où existe une coopérative locale, c'est la mort à brève échéance de l'une ou de l'autre organisation; c'est la désunion là où l'union est absolument indispensable pour assurer la vie d'une seule organisation. Il n'y a, je crois qu'un moyen de résoudre ce problème assez délicat: l'unification de l'U.C.C. et de la Fédération.

"Il faut admettre que la Coopérative, depuis sa fondation, a fait beaucoup de bien dans la province et particulièrement dans la région saguenayenne, où l'éloignement de la métropole, le haut coût du transport empêchaient un grand nombre de cultivateurs de connaître d'une manière précise le juste prix de leurs marchandises, soit dans les achats, soit dans les ventes. La Coopérative a stabilisé les prix, elle nous a puissamment aidé, cela est indéniable, et nous ne pouvons pas, du jour au lendemain, renier notre société.

"Notre Législature a voté des octrois considérables à nos universités, à nos collèges classiques, à nos écoles d'Agriculture. Ce sont là des œuvres purement éducationnelles, c'est vrai. Mais quand il s'est agi d'éviter un désastre national, lors de l'impasse où la Banque Nationale était acculée, la Législature a fait son devoir. Pourquoi, soucieuse encore de son devoir, notre Législature ne voterait pas un octroi de \$100,000 par exemple pour l'organisation définitive de la Coopérative Fédérée, à la condition expresse que les cultivateurs souscrivent en parts un montant correspondant, ce qui, je crois, avec le capital déjà souscrit et le fonds de réserve serait amplement suffisant à date pour l'expansion raisonnable de notre Coopérative."

L'auteur propose ensuite une espèce de Bureau de Contrôle, et ajoute

"Ce problème est bien délicat à traiter, à cause de son affinité directe avec la politique; l'auteur de ces lignes s'est efforcé de ne froisser les susceptibilités de personne, et j'espère qu'on verra dans ces lignes un effort sincère. Pourquoi blâmer inutilement, pourquoi descendre même dans la fange du ruisseau? Cette unification est nécessaire à l'expansion agricole, à la race même. La vie active de l'U.C.C. dépendra de sa solution. J'espère que tous, nous élèverons nos yeux vers les cimes, afin de bien nous entendre et coordonner nos forces."

La rédaction du Progrès du Saguenay ajoutait à cette communication la note que voici: "L'idée suggérée dans cet article est intéressante. Elle dénote au moins un sens véritable du progrès agricole chez celui qui l'a écrit. Toutefois, parce que nouvelle, la suggestion a besoin d'être étudiée avant d'être adoptée. Si, pour notre part, nous trouvons le temps d'étudier cette question délicate, nous le ferons aussitôt que possible."

La direction du Progrès du Saguenay n'a pas encore évidemment eu le temps d'étudier cette question d'intérêt primordial, elle n'a rien publié depuis à ce sujet. Nous nous ferons un devoir de tenir nos lecteurs au courant.

Le coût de production.—Réduire le coût de production, c'est l'un des principaux problèmes qui se présentent aujourd'hui sur la ferme.

Tant que les cultivateurs ne seront pas en grande partie organisés en coopératives, ils n'auront aucun contrôle sur les prix de leurs produits.

Mais chaque cultivateur peut étudier dès maintenant le problème que présente le coût de production sur sa ferme.

Un dollar épargné en frais vaut autant qu'un dollar d'augmentation dans les prix.

L'hon. M. Perron à Trois-Rivières

La semaine dernière avait lieu l'exposition des Trois-Rivières. C'est l'une des expositions régionales les plus importantes. L'honorable M. Perron a tenu à la visiter. On s'est porté au-devant de lui jusqu'à la Pointe-du-Lac, et le cortège est entré dans la ville trifluvienne musique en tête.

Le maire, dans son adresse de bienvenue, appela l'attention du ministre sur le fait que cette exposition avait bien besoin d'un Palais de l'Industrie. L'honorable M. Perron répondit tout de suite:

Ordinairement, le gouvernement fédéral commence par donner un octroi aux cités, puis le gouvernement provincial donne ensuite un montant égal. Que le député fédéral des Trois-Rivières obtienne lui aussi de ses collègues un octroi, et nul doute que le cabinet provincial ne voudra pas être moins généreux."

CHANGEONS DE MÉTHODE

Parlant ensuite d'Agriculture, M. Perron s'est exprimé avec beaucoup d'énergie:

"Je suis loin d'être un pessimiste. Je ne veux pas que vous croyiez que la position de l'agriculture en cette province est telle qu'elle doive nous inquiéter sérieusement et mettre en danger notre vie politique, sociale et financière. Depuis vingt ans notre province a fait des progrès, s'est développée. Mais les temps ont bien changé, depuis une dizaine d'années nos méthodes en vigueur sont hors d'usage. Si nous voulons maintenir nos positions, si nous voulons que l'industrie agricole nous maintienne au rang qui nous revient, il nous faut changer nos méthodes."

Et pour mieux illustrer ce qu'il vient d'affirmer, M. Perron parle de l'élevage et de l'alimentation.

Nous importons les neuf dixièmes des grains dont nous avons besoin pour alimenter nos troupeaux. Il déplore cette obligation qui fait que l'hiver le cultivateur canadien doit envoyer dans l'ouest ou ailleurs l'argent qu'il ramasse en été, alors qu'il pourrait produire pour se suffire à lui-même. Il demande aussi d'avoir recours aux techniciens du gouvernement, les agronomes, qui sont à la disposition des cultivateurs.

Tout près d'ici se trouvent quelques-unes des plus belles terres de la Province. Non seulement elles n'enrichissent pas leurs propriétaires, mais les appauvrissent parce que ceux-ci ont décidé de continuer de faire ce que faisaient leurs pères il y a 50 ans. Par exemple, ils s'entêtent à produire du foin, alors que les automobiles refusent d'en manger, au lieu d'élever des animaux, au lieu de semer des grains de semences que nous devons importer de l'étranger. Nous importons chaque année pour 5 millions de graines de semences; la ville de Montréal à elle seule importe annuellement pour 12 à 15 millions de piastres d'œufs.

PAS DE POLITIQUE !

L'honorable Perron devenant de plus en plus catégorique, s'écrie: Tant que l'industrie agricole ne sera pas mise sur le même pied que les autres industries, c'est-à-dire, tant qu'elle ne sera pas exploitée par des gens qui s'y connaissent, elle ne sera pas prospère.

Et plus loin: "Il faut que toutes les bonnes volontés se réunissent. Il faut oublier, pour au moins d'ici à deux ans, nos passions politiques, les querelles de partis pour nous donner la main et faire œuvre d'apôtres afin de donner à l'agriculture l'aide dont elle a besoin. Oublions que nos prairies sont bleues, avec des portes rouges. Je suis du parti libéral, mais en temps d'élections."

Puis souriant tout-à-coup, M. Perron se tourne vers M. Maurice Duplessis, député conservateur au provincial: "Je suis libéral en période électorale seulement. Or, il n'y aura pas d'élections avant deux ans. Donc, vous ne m'entendrez pas parler de politique avant deux ans. A moins que je n'y sois invité par nos adversaires. Je veux m'occuper exclusivement du relèvement agricole. Rien ne sera négligé pour faire un succès de l'Agriculture."

APPEL AUX AGRICULTEURS

Quels que soient les sacrifices qu'il faille nous imposer, nous les subirons, mais quand même nous dépenserions des millions. Quel sera le résultat si la classe agricole ne comprend pas que c'est en elle-même que repose le succès et non dans le gouvernement et ses employés. Si elle ne veut pas profiter des avantages que nous lui offrons, nous sommes impuissants."

M. Perron expose ensuite la situation du Danemark. Ceci prouve que l'Agriculture peut être payante. Il attribue le succès des danois à la coopération et à la science agricole qu'ils possèdent.

DES COOPÉRATIVES

Il expose ensuite le rôle bienfaisant des coopératives. Il voudrait une coopérative dans chaque paroisse, ou au moins à toutes les deux paroisses. Il exprime ensuite la conviction que d'ici à deux ans nous aurons repris notre place au soleil sur les marchés du monde, si tous ces moyens sont adoptés et surtout, nous pourrions produire assez pour nourrir nos gens. Il termine en faisant un nouvel appel à la collaboration de chacun et en promettant que le gouvernement ne négligera rien pour assurer la prospérité de la classe agricole, mais que tout cela sera inutile sans la coopération de celle-ci.